



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELIFRANCE SA

1657 rue Jules Guesde
62122 Labeuvrière

Références : 264-2025
Code AIOT : 0007002319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement DELIFRANCE SA implanté 1657 rue Jules Guesde 62122 Labeuvrière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELIFRANCE SA
- 1657 rue Jules Guesde 62122 Labeuvrière
- Code AIOT : 0007002319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DELIFRANCE exploite sur la commune de LABEUVRIERE une usine de production de

viennoiseries, pains, pâtisseries et produits traiteurs.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2009-69 du 30 mars 2009 portant autorisation d'exploiter et par arrêtés complémentaires n°2015-237 du 17 août 2015 et n°2023-173 du 5 juin 2023.

Les installations sont classées sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique suivante :

- 3642-3 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production exprimée en tonnes de produits finis par jour de : 94,4 t/j.

Elles sont également classées sous le régime de la déclaration au titre des rubriques 1530-2 et 4735-1.b.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires (BREF FDM - Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Les installations doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans les 4 ans suivant la parution au Journal officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, en l'occurrence depuis le 4 décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	MTD Générique	AP Complémentaire du 05/06/2023, article 10	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Confronté à des émissions en chlorures excessives pouvant dépasser les valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2023, l'exploitant a déjà engagé des actions afin de réduire ces émissions. Ces mesures devront être poursuivies en tenant compte, en parallèle, des objectifs globaux de réduction des consommations d'eau ; l'exploitant devra présenter un plan d'actions en ce sens [délai 6 mois].

Les autres points examinés dans le cadre de la présente inspection n'ont pas révélé de non-conformité. Il serait opportun d'intégrer les approvisionnements en gaz et électricité aux paramètres vis-à-vis desquels des objectifs sont fixés en matière de consommation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée :
L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)
Constats :
<p>Le site DELIFRANCE n'est plus certifié ISO 50 001 (certification mise en place en 2015). L'exploitant indique que la mise en place d'une certification ISO 14 001 est envisagée, sans que celle-ci soit considérée comme prioritaire.</p> <p>La fin du point XX du chapitre 5 - titre II de l'annexe susmentionnée précise que « <i>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</i> » Toutefois, le niveau de détail et le degré de formalisation du SME doivent être « <i>en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles</i> ».</p> <p>L'exploitant a présenté en séance les éléments examinés en revue de direction, éléments qui répondent globalement aux attentes tant dans leur portée que dans leur niveau de détail.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : [points 6.I à VI du titre II de l'annexe de l'arrêté du 27/02/2020]

Constats :

L'exploitant réalise un inventaire dans le cadre de la MTD n°2 du BREF "FDM".

En l'espèce, les principaux points à relever sont les suivants :

- s'agissant de la consommation d'eau, l'exploitant précise qu'un plan de comptage devait être mis en place au niveau du groupe à compter de juillet 2024, suivi d'un télérelevé.

Au niveau du site, le comptage des consommations est effectué en GMAO par l'opérateur. L'exploitant a identifié une consommation d'eau spécifique en fonction du volume de production et a d'ores et déjà procédé à un ordonnancement de la production.

Cette consommation relève à environ 50 % de besoins en eau de process ; au niveau du groupe, un objectif de réduction de 5% sur les 50 % restants a été défini. Les gros équipements sont nettoyés sous CIP (Cleaning In Place ou Nettoyage En Place = système automatique de nettoyage) ;

- Un suivi des pertes de matières est effectué pour les matières premières au sein de chaque site du groupe, avec des objectifs attirés, les matières évacuées en filière "coproduits" sont également suivies.

Un contrôle de gestion assure, à périodicité mensuelle minimale, le suivi des palettes de produits non conformes (don à des associations...) ;

- en matière d'énergie, un Indicateur de Performance Énergétique (IPE) par tonne produite a été défini au niveau du groupe. En parallèle, un IPE rapporté au nombre d'heures travaillées a été mis en évidence au niveau du site.

2 nouvelles chaudières ont été mises en place en 2020, pour permettre 70 à 80% de réduction de la consommation de gaz. La production d'eau chaude est ajustée en fonction de l'arrêt technique (lavages) hebdomadaire, chaque jeudi.

Une salle des machines concernant la gestion de l'ammoniac (production de froid) a été mise en place en 2015, avec récupération des calories pour préchauffage de l'eau. L'exploitant dispose d'un contrat avec son frigoriste élaboré de manière à optimiser les performances de cette installation et réduire la consommation d'électricité.

Une régulation du fonctionnement des chambres froides est effectuée en fonction de la demande.

A la date de l'inspection, l'exploitant n'a pas encore défini d'objectifs chiffrés en matière de réduction des consommations de gaz et d'électricité.

Observation n°1 : Il serait opportun d'intégrer les approvisionnements en gaz et électricité aux paramètres vis-à-vis desquels des objectifs sont fixés en matière de consommation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2023, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille les émissions de son établissement dans l'eau et respecte les Valeurs Limites d'Emission (VLE) suivantes.

D é b i t d e réf é r e n c e :	Annuel	12 100 m3/an	Moyenn e mensue lle du d é b i t journali er	33 m3/j	Maxima l journali er	80 m3/j	Maxima l horaire	12 m3/h
--	--------	-----------------	--	---------	-------------------------------	---------	------------------------	---------

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
DCO	1000	80	33
DBO5	450	36	14,8
MES	700	56	23,1
N Global	80	6,4	2,64
P Total	5	0,4	0,16
Chlorures	500	40	16,5
Matières grasses (m a t i è r e s extractibles à l'hexane)	150	8,25	4,95

Autosurveillance des eaux résiduaires (article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral 2015-237 du 17/08/2015)
- Eaux résiduaires après épuration issues du rejet N° 3

Paramètres	type de suivi	périodicité de la mesure
Débit	Enregistrement	Continue
température	Enregistrement	Continue
pH	Mesure	Semestrielle
DCO	Mesure	Semestrielle
DBO5	Mesure	Semestrielle
MES	Mesure	Semestrielle
N Global	Mesure	Semestrielle
P Total	Mesure	Semestrielle
Chlorures	Mesure	Semestrielle
Matières grasses (matières extractibles à l'hexane)	Mesure	Semestrielle

Constats :

Par courrier en date du 6 janvier 2023, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place d'une station d'épuration interne pour le prétraitement de ses effluents industriels, l'établissement étant toujours sous convention avec la station d'épuration de la ville de Béthune. Les modifications décrites ont été considérées comme notables mais non substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, et ont conduit à l'actualisation des prescriptions préfectorales applicables à l'établissement, par l'arrêté complémentaire du 5 juin 2023. Les Valeurs Limites d'Émission prescrites à l'article 10 de cet arrêté tiennent compte de ces modifications, qui ont permis une diminution importante des émissions.

Pour mémoire, les concentrations moyennes observées en sortie établissement avant modification, sur les années 2015 à 2019, s'établissaient comme suit :

Paramètres	Concentrations moyennes 2015-2019 (mg/l)
DCO	6220
DBO5	2760
MES	1491
N Global	160
P total	16
Chlorures	1208

Les résultats d'autosurveillance déclarés sur GIDAF en 2024 montrent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission en chlorures prescrites par l'arrêté du 05/06/2023 (mesures semestrielles) :

- 940 mg/l et 17,202 kg/j

<p>- 940 mg/l et 17,202 kg/j - 1250 mg/l et 35,75 kg/j</p> <p>pour des seuils de concentration et flux fixés respectivement à 500 mg/l, 40 kg/j (flux maximal journalier) et 16,5 kg/j (flux moyen mensuel).</p> <p>L'exploitant a procédé à des investigations afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et identifie en première approche l'adoucissement de l'eau par résines échangeuses. Il a envisagé le remplacement de ce procédé d'adoucissement au profit d'osmoseurs, mais craint cependant une hausse significative de la consommation d'eau. Le remplacement d'un adoucisseur en 2022 n'a pas eu d'effet notable sur le niveau de rejets en chlorure constaté.</p> <p>L'exploitant est attentif au risque de concentration des effluents associé aux objectifs de réduction des consommations d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra proposer <u>sous 6 mois</u> un plan d'actions lié aux rejets excessifs de chlorures par l'établissement.</p> <p>Compte tenu des investigations déjà réalisées et du fait que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 qui transpose le BREF FDM n'impose pas de valeur limite d'émission en chlorures, il n'est pas proposé à ce stade de suite administrative.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »</p> <p>« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p> <p>« b »- Utilisation de techniques courantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant calcule les consommations d'énergie spécifiques.</p> <p>Les évolutions intervenues sur le site et les actions entreprises témoignent de l'inscription du site dans une démarche globale d'amélioration périodique, même si les objectifs associés à cette amélioration pourraient être plus précisément définis.</p>

Quelques-unes des techniques courantes utilisées au sein de l'établissement ont été décrites par l'exploitant dans son dossier de réexamen (variateurs de fréquence sur les moteurs de compresseurs et de pompes secondaires, calorifugeage et protection mécanique des tuyauteries de transport de fluides froids ou chauds, tuyauteries de transport des fluides à température négative munies d'un pare-vapeur, réservoirs tampon sur les circuits d'air comprimé, modernisation des compresseurs, remplacement des pompes surdimensionnées, minuterie et détecteurs de présence pour l'éclairage, etc).

Le site a bénéficié de deux dotations de Certificats d'Economie d'Energie pour la mise en place d'une régulation HP flottante sur les équipements de production de froid et pour l'installation d'une récupération de chaleur sur le circuit d'alcali chaud, dont bénéficient les opérations de nettoyage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k

- « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même ;

- b : optimisation du débit d'eau ;

- c : optimisation des buses et des conduites d'eau ;

- d : séparation des flux d'eau ;

Techniques liées aux opérations de nettoyage ;

- e : nettoyage à sec ;

- f : système de curage des canalisations ;

- g : nettoyage à haute pression ;

- h : optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) ;

- i : nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel ;

- j : optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés ;

- k : nettoyage des équipements dès que possible.

Constats :

L'exploitant a décrit les mesures mises en œuvre dans le cadre de la réduction des consommations d'eau du site et du volume des effluents rejetés.

En complément de l'autosuffisance en eau de la station d'épuration interne, mise en service en janvier 2023, qui dispose d'une cuve de récupération de 50 m³, l'exploitant envisage la réutilisation de l'eau pour le nettoyage de la zone déchets.

Un potentiel de réutilisation de 8000 m³ d'eau a été identifié ; l'incidence des tests sprinklage sur la consommation d'eau restait à évaluer (achèvement des travaux de sprinklage sur l'ensemble du site en juillet 2024, sous contrat pour les essais et pour l'entretien du système).

Les mesures déjà appliquées sont décrites dans le dossier de réexamen du site et les solutions d'optimisation doivent faire l'objet d'un suivi régulier, notamment en ce qui concerne la régulation des débits d'eau mis en œuvre, les durées des cycles de nettoyage.

La gestion de la station d'épuration interne est confiée à un tiers, qui intervient 3 fois par semaine sur site et assure la maintenance, le pilotage, le support et le suivi analytique associés à cette installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.

Constats :

Le site DELIFRANCE est doté d'installations contenant des fluides frigorigènes, lesquelles sont concernées par la mise en œuvre de la MTD 9. Les installations recensées à ce titre par l'exploitant dans son dossier de réexamen figurent dans le tableau suivant.

Dénomination	Fluide	C h a r g e nominale en kg	Teq CO2	GWP ou PRP = Potentiel de Réchauffement Planétaire
Machine à glace	R404A	180	705,96	3922
Module froid	R448A	26	36,06	1387

Clim serveur	R410A	1,3	2,73	2100
Cristalliseuse	R413A	2	2,86	2053
Centrale de production froid négatif Centrale de production froid positif	NH3	900	0	0

Dans ce dossier de réexamen, l'exploitant n'a sollicité aucune demande d'aménagement et précise avoir chiffré le remplacement du fluide R404A au profit du R449A.

Il convient de préciser que de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites. Ainsi, le règlement 2024/573 a abrogé et remplacé le précédent F-Gas 517/2014 ; de même, le règlement 2024/590 a abrogé et remplacé le règlement Ozone 1005/2009. Ces mesures impliquent de nouvelles restrictions sur l'utilisation des HydroFluoroCarbures (HFC) pour les activités de maintenance et d'entretien des équipements existants :

- **Extension de l'interdiction d'utiliser des HFC de PRP > 2500 sur tous les équipements de réfrigération à partir du 1er janvier 2025** (la restriction visait uniquement les équipements contenant une charge supérieure à 40 tonnes éq CO2 dans le règlement 517/2014). L'utilisation de HFC de PRP > 2500 reste néanmoins autorisée sur ces équipements jusqu'au 1er janvier 2030 si les HFC utilisés sont des gaz recyclés ou régénérés ;
- **Interdiction d'utiliser des HFC de PRP > 750 sur tous les équipements fixes de réfrigération (à l'exclusion des chillers - refroidisseurs) à partir du 1er janvier 2032**. L'utilisation de HFC de PRP > 750 restera néanmoins autorisée sur ces équipements (sans limite de durée) si les HFC utilisés sont des gaz recyclés ou régénérés ;
- **Interdiction d'utiliser des HFC de PRP > 2500 sur tous les équipements de conditionnement d'air et de pompes à chaleur à partir du 1er janvier 2026**. L'utilisation de HFC de PRP > 2500 reste néanmoins autorisée sur ces équipements jusqu'au 1er janvier 2032 si les HFC utilisés sont des gaz recyclés ou régénérés.

Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé avoir procédé au retrofit (rénovation) de la machine à glace en février 2024, en remplaçant le R404A par du R449A. Il envisage en outre le remplacement de la cristalliseuse (et non du fluide uniquement), sans toutefois qu'une échéance ne soit définie à la date de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit.

Constats :

L'inspection n'a pas connaissance de plaintes liées aux émissions sonores de l'établissement.

Des dispositions spécifiques sont déjà appliquées dans ce domaine :

- équipements les plus bruyants implantés à l'arrière du site, du côté opposé aux Zones à Emergence Réglementée les plus proches ;
- portes maintenues fermées ;
- dépotages en journée et hors week-ends ;
- pièges à son sur les prises d'air et les rejets d'air.

Type de suites proposées : Sans suite